

# RÉSEAUX

## 2ACT

### Les attachés revendiquent une meilleure évolution de carrière

À fin de faire évoluer le métier, l'Association des attachés des collectivités territoriales (2ACT) a réalisé un état des lieux de la situation des agents au regard de la parité femme-homme. Dans un courrier daté de fin janvier, la présidente de l'association, Emmanuelle Dussart, a transmis à la ministre de la Décentralisation et de la fonction publique, Marylise Lebranchu, les résultats de cette étude, fondée sur l'analyse de 25 bilans sociaux de grandes collectivités. Elle lui a fait part des inégalités de rémunération entre les filières administrative et technique et entre hommes et femmes.

#### Sur le modèle des ingénieurs

Premier constat: les attachés ont des rémunérations très inférieures aux rémunérations moyennes des cadres A de la fonction publique. Une différence d'environ 20% apparaît entre les filières administrative et technique. Deux explications sont avancées: les modalités de déroulement de carrière et d'avancement de grade sont inégalitaires, d'une part, et, d'autre part, les régimes indemnitaires fixés par les élus sont plus avantageux au sein de la filière tech-

#### OBJET

Promouvoir l'identité du cadre d'emplois des attachés et directeurs territoriaux, assurer la défense de leurs intérêts statutaires, aider à une meilleure définition de la profession. Lieu d'échange d'expériences et de concertation.

#### CONTACT

Emmanuelle Dussart, présidente,  
email: 2act@laposte.net

nique. Seconde observation: la rémunération des hommes est supérieure à celle des femmes dans toutes les catégories de personnel, avec un écart «plus criant pour les catégories A». Et flagrant dans la filière administrative - où les deux tiers d'attachés sont des femmes -, puisqu'il y est en moyenne de 20%.

Pour remédier à cela, l'Association des attachés des collectivités territoriales propose à la ministre de reconsidérer les conditions d'évolution de carrière des attachés sur le modèle des ingénieurs. Elle recommande aussi que les régimes indemnitaires fassent «l'objet d'une analyse sur leur caractère d'équité au regard du sexe des agents».

## Andes

### Une commission sur les politiques sportives intercommunales

Une commission «intercommunalité» a été officialisée début février au sein de l'Association nationale des élus en charge du sport (Andes), aux côtés de celles sur les thématiques «sport, ruralité et montagne», «grandes villes et sport professionnel» et «Outre-mer». Ouverte aussi bien aux intercommunalités qu'aux communes adhérentes, cette commission a vocation à être un lieu d'échanges et de débats sur les politiques sportives intercommunales. Ses travaux débiteront au deuxième semestre 2015.

#### Comprendre les évolutions de la loi

Plusieurs objectifs ont été identifiés: discuter des besoins des collectivités adhérentes, suivre et comprendre les évolutions prévues par la loi «Maptam» et le projet de loi «Notre», mettre en avant les expériences menées par les intercommunalités et les accompagner, avec les

#### OBJET

Animer les échanges sur les politiques sportives des collectivités et représenter leurs intérêts auprès de l'État et du mouvement sportif.

#### CONTACT

Cyril Cloup, directeur, email: cyril.cloup@andes.fr  
Site internet: www.andes.fr

communes membres, dans leur politique sportive. Plusieurs intercommunalités font déjà partie de cette commission: Grenoble Alpes métropole, les communautés d'agglomération Amiens métropole, de Vesoul, du Choletais, de Saint-Omer et du Niortais, ainsi que les communautés de communes du pays de Château-Gontier et de l'ouest de la plaine de France. Cette thématique sera abordée lors du congrès de l'Andes le 29 mai.

#### Prévention Quelle intervention socio-éducative ?

L'association Profession banlieue a mis en place un groupe de travail «intervenant socio-éducatifs: des pratiques aux dispositifs de prévention». Objectif: analyser les pratiques professionnelles, à l'heure où il est difficile d'intervenir autrement que dans l'urgence, pour mener un travail de fond auprès des jeunes. Le groupe élaborera une méthodologie et des propositions pour faire évoluer les politiques de prévention. Prévues jusqu'en juin, les réunions seront animées par le sociologue Michel Kokoreff, de l'université Paris 8.  
www.professionbanlieue.org

#### Aide à domicile Guide méthodologique

L'Union nationale des centres communaux et intercommunaux d'action sociale a publié un guide méthodologique pour les services d'aide à domicile, intitulé «Améliorer la qualité et le respect des droits des bénéficiaires». Il présente les outils pour faciliter le travail des personnels des services agréés et autorisés.  
www.unccas.org

#### Enquête Vivre-ensemble et laïcité

L'Association des petites villes de France lance une enquête dans le cadre de sa commission «Vivre ensemble, laïcité et valeurs de la République», réunie pour la première fois en février. Objectifs: analyser les problématiques et recenser les bonnes pratiques dans plusieurs domaines (petite enfance, éducation, sports, logement, etc.). Un livre blanc sera publié lors des assises de l'association, en juin à Paimpol.  
www.apvf.asso.fr